

LA NOTION DE DEVELOPPEMENT

Claude ROBINEAU

Le texte ci-après constitue le schéma d'un cours introductif à la sociologie du développement sur étude de cas développée dans le cadre des stages post-universitaires organisés par le CEDOR (Centre démographique ONU-Roumanie) à Bucarest pour les années 1983 et 1984.

Il servait de notes sommaires à l'usage d'étudiants engagés dans la vie professionnelle venant d'horizons différents. On ne trouvera pas ici une mise au point élaborée de théories concernant le développement. C'est pour l'aide qu'il peut apporter à des anthropologues désireux d'un éclairage sur les problèmes de développement que ce texte est publié par l'A.F.A.

Papeete, mars 1984

Le terme *développement* dérive, dans la genèse et l'historique des idées, de celui de *pays sous-développés* apparu aux lendemains de la Seconde guerre mondiale dans le langage des institutions internationales.

Les expressions d'"économie du développement", de "droit du développement", de "sociologie du développement" sont contemporaines de l'accession d'une grande partie de l'Afrique à l'indépendance politique (1959-1960).

En tant que tel, le problème du développement n'a été posé en termes scientifiques qu'assez récemment, mais sous les termes de "croissance", "changement social", "évolution économique et sociale", il avait été déjà posé implicitement il y a fort longtemps. C'est Marx qui, le premier, par l'exposé du matérialisme historique (*Manifeste du Parti Communiste*, 1847), les textes historiques (*Révolution et contre-révolution en Allemagne* avec Engels, 1851-52, *La lutte des*

Hugon (P.). *Pression démographique, "secteur informel" et choix technologiques dans les pays du Tiers Monde*, in : *Revue Tiers Monde*, tome XXIV, n° 94, 1983, p. 405.

In: AFA, Ass. Française des Anthropologues,
"Recherche et Développement",
Bull. n° 20, 24 Juin 1985

B
24
133
WP
14
M

Classes en France, 1850, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852, La guerre civile en France, 1871., 1871-1891, l'analyse des procès de travail et d'accumulation et de la plus value et l'exposé des lois du capitalisme (*Contribution à la critique de l'économie politique, 1858, Les fondements de la critique de l'économie politique, ms de 1857-1858, éd. de Moscou 1939, Le Capital, 1867*) établit des lois scientifiques de l'évolution économique de la société. Les *modes de production* (esclavagisme, féodalisme, capitalisme), les concepts de *rapports de production, de formation sociale, les analyses des contradictions et de la transition* (au capitalisme, au socialisme), les explications concernant le concept de *mode de production asiatique* (MPA) constituent la trame au sein de laquelle se situent les problèmes de développement.

Dans les sociétés relativement peu industrialisées ou dont l'industrialisation est toute récente, le phénomène historique essentiel a été la *colonisation*, c'est-à-dire un rapport *asymétrique* établi par la voie des armes (conquête) par les grandes puissances européennes et quelques puissances moyennes, les États-Unis, le Japon, visant à la soumission politique, économique et idéologique d'États et/ou de sociétés se trouvant dans l'incapacité de résister à la force de ces puissances coloniales. Il en est résulté la conquête de territoires, l'installation de colons rejetant les populations autochtones aux marges, et l'exploitation de ces dernières soit comme *salariés* sur les plantations coloniales, soit comme *paysans* pris dans le système d'échange colonial (prestations incitant à la production de produits exotiques, accès au marché de produits manufacturés), soumis aux corvées de travaux publics, recrutement et travail forcé pour les grands travaux (chemins de fer, ports).

Jusqu'à la Seconde guerre mondiale et dans les territoires coloniaux, le terme officiel utilisé est la *mise en valeur* : c'est un développement initié par et pour la métropole coloniale (par et pour les classes dirigeantes - c'est-à-dire la *haute bourgeoisie capitaliste* - de celle-ci). C'est un "développement-exploitation" qui repose sur la force, un décalage technologique momentané des sociétés autochtones colonisées par rapport à l'Occident colonisateur et un *conditionnement* idéologique : le décalage technologique est considéré comme synonyme

d'*arriération* et cette arriération technologique, pensée par les colonisateurs et adoptée par les colonisés, tend, dans l'esprit des colonisateurs à devenir une arriération *sociale et morale* : il n'y aura de "progrès" (développement) économique (c'est-à-dire de mise en valeur - exploitation efficace) que si les *modèles occidentaux* de la famille, de la propriété, de l'entreprise, de la religion sont adoptés par les autochtones.

En ce qui concerne ce dernier point (*la religion*), on soulignera que le missionnaire est arrivé très vite derrière le voyageur ("découvreur"), presque en même temps que le soldat et le commerçant. Les cultes *animistes* très décentralisés (souvent lignagers) de l'Afrique du Sud du Sahara semblent offrir à l'expansion missionnaire un champ très vaste (l'action missionnaire ne mord pas en terre musulmane, hindouiste ou bouddhiste). La conquête missionnaire est vue par les colonisateurs comme un *moyen* s'ajoutant à la force militaire et à l'asservissement par l'argent (les besoins monétaires, la monétarisation de l'économie) pour garantir la soumission des autochtones. De plus, le propos que tient le colonisateur de l'*arriération* technologique et morale des autochtones prétend servir de *justification idéologique* à l'action colonisatrice. Enfin, et cela vient chez les Anglo-saxons de la croyance en la suprématie économique fondée sur les valeurs du protestantisme (croyance qui sera explicitée par la thèse de Max Weber¹), la conversion doit permettre à l'autochtone de façonner son esprit en vue *d'adopter les comportements capitalistes* indispensables (justification de la vie par le travail, esprit d'entreprendre, goût de lucre, esprit d'épargne...).

Il est à remarquer que cette "action morale" du colonialisme porte en soi sa propre *contradiction* : visant à donner aux autochtones des moyens sur le modèle des colonisateurs à des fins d'efficacité, elle doit logiquement conduire à leur émancipation économique, donc à la remise en cause radicale de la base économique sur laquelle repose la domination coloniale.

(1) *Ethique protestante et esprit du capitalisme.*

La Seconde guerre mondiale apporte dans le monde des changements considérables, notamment dans l'émancipation immédiate ou à terme des peuples colonisés. La défaite militaire des grandes puissances coloniales à un moment ou un autre de la guerre rend caduque leur volonté de domination coloniale. La Révolution chinoise, l'émancipation de l'Indonésie, un peu plus tard la défaite de la France en Indochine, enfin la Révolution algérienne conduisent les peuples colonisés à la revendication de leur indépendance politique; de plus l'accélération des moyens de communication et d'information conjuguée à l'organisation d'un réseau d'organismes internationaux pouvant servir de tribune aux peuples colonisés pour se faire entendre et à la tenue de conférences par les états ex-colonisés accentue le mouvement.

En paroles, sinon dans les actes, on ne parle plus que de développement ou plutôt de "pays" (dits) sous-développés" d'où est sorti le concept de "développement"². Dès 1949, les problèmes de sous-développement et de développement sont vus en termes de "centre" et de "périphérie" par Paul Prebisch³, termes repris et développés vingt ans plus tard par Samir Amin dans *L'accumulation à l'échelle mondiale*, 1970.

Mais ces termes sont très vite employés comme des catégories sur lesquelles les économistes raisonnent sans prendre la peine de les définir (exemples : Nurkse, *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, 1960; Hirschman, *Strategy of the economic development*, 1958, trad. fr. : 1984, Paris, Economie et humanisme - Les Editions ouvrières).

(2) On relève notamment l'emploi du terme "pays sous-développé" dès 1949 dans la publication citée par Gunnar Myrdal in *Une économie internationale* (éd. fr., Paris, PUF, 1958, traduit de *An International Economy*, New York, 1956): il s'agit de H.W. Singer, "Economic progress in underdeveloped countries", *Social research*, mars 1959, cité p.2 et note infra-paginale 1.

(3) Paul Prebisch, *El desarrollo economico de la America Latina y algunos de sus principales problemas*, CEPAL, 1949.

La notion de sous-développement va donner lieu à une *critériométrie* (liste de critères) qui sont le négatif de ce que l'on pourrait appeler la norme : ainsi Yves Lacoste (*Les pays sous-développés*, PUF, Paris, 1959) envisage 15 caractères pour certains desquels la norme paraît subjective :

- 1° l'insuffisance alimentaire: au-dessous de 2500 calories;
- 2° les faiblesses de l'agriculture: forte proportion de la population active, existence de problèmes agraires, faiblesse des rendements (des productions), de la productivité (du travail humain);
- 3° faiblesse de PNB et des niveaux de vie;
- 4° industrialisation réduite;
- 5° faible consommation d'énergie mécanique;
- 6° situation de subordination économique;
- 7° un secteur commercial hypertrophié;
- 8° des structures sociales arriérées: "ancienne économie de subsistance à base tribale ou villageoise"; "rapports sociaux semi-féodaux"; "vasalité"; "clientèle"; "servage pour dette"; "des formes d'emploi, des rapports de production disparus depuis longtemps dans les pays développés"; "métayage abusif et précaire"; "sous-location des terres par de multiples intermédiaires"; "corvée et travail forcé"; "confusion entre les responsabilités administratives et le pouvoir économique local"; "asservissement pour dette transmise héréditairement"; influence d'esclavagisme récemment ou théoriquement aboli"; "appui apporté par les pays développés aux minorités possédantes"; "rôle temporel du clergé"; "comportements magico-religieux"; "position souvent inférieure de la femme"; "rareté des formes d'organisation démocratique";
- 9° faible développement des classes moyennes;
- 10° faiblesse de l'intégration nationale;
- 11° importance du sous-emploi;
- 12° faible niveau d'instruction;
- 13° forte natalité;

14° un état sanitaire défectueux bien qu'en voie d'amélioration;

15° la prise de conscience du phénomène de sous-développement.

Une seconde approche du sous-développement va consister à opposer les structures homogènes du monde développé à l'hétérogénéité de structure des pays sous-développés. Ceux-ci sont marqués par le dualisme de leur économie opposant un *secteur moderne* (c'est-à-dire de ménages d'entreprises et d'administrations modernes) au reste de l'économie de la société (le système familial, l'économie de subsistance, les communautés villageoises, l'organisation en lignages et/ou en chefferies, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises non modernes), qui est réputé *traditionnel*⁴. Dans ce schéma de pensée, le secteur dit moderne est, au sein du pays sous-développé, le secteur développé (on va dire un pôle de développement comme on dit un *pôle de croissance*) et le secteur traditionnel est le secteur à *développer*, que des blocages ou des freins d'ordre socio-culturel (ils ne sont pas comme nous, ils diffèrent par leur organisation sociale et leur culture, donc ils ne peuvent pas se développer, il y a des freins, des blocages).

Ceci est le discours que, dans la période qui suit l'acquisition des indépendances formelles et que l'on qualifie aussi de *néo-coloniale* (parce que sous le couvert d'une indépendance politique se poursuit et/ou se développe sur le plan économique un régime qui s'apparente au régime colonial), les *développeurs* (les spécialistes de l'aide et de la coopération, les sociétés d'études, la Banque Mondiale, etc...) tiennent aux habitants des pays en voie de développement et se tiennent à *eux-mêmes*. Car ce discours masque une réalité : le secteur moderne = un secteur capitaliste accroché au capitalisme mondial, le secteur traditionnel = le reste de l'économie que le capitalisme voudrait voir entrer dans le marché, dans l'économie de marché.

La démystification du sous-développement va se faire dans les années soixante-dix autour de deux idées :

(4) Exposé pour la première fois par J.H. Boeke, *Economies and Economic Policy of Dual Societies*, New York, Etendu au domaine sociologique par E. Higgins, "The realistic theory of underdeveloped areas", in *Economic Development and Cultural Change*, 1956.

1° Celle de la vision de l'économie mondiale formée d'un centre (les pays hyper-industrialisés, le marché capitaliste, les multi- ou trans-nationales) et d'une périphérie, plus ou moins proche ou lointaine, où se situent les pays en voie de développement (PVD). Vision développée par Paul Prebisch dès 1949 (cf. supra) et reprise par Samir Amir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, 1970.

2° L'idée selon laquelle le sous-développement ou le moindre développement ne résulte pas d'un retard mais *est un phénomène contemporain du développement*, un produit, la contre-partie du développement, un des deux aspects d'un même phénomène (Celso Furtado, 1961, trad. fr., *Développement et sous-développement*, PUF, 1966). Le développement vu par Furtado se distingue de la croissance économique de la façon suivante :

"Le concept de croissance (exprime) l'accroissement de la production réelle... dans le cadre d'un secteur productif...". "Le concept de développement contient l'idée de croissance *mais il la dépasse* (c'est moi qui souligne) car il se réfère à l'accroissement d'un ensemble de structures complexes" (Celso Furtado, *Théorie du développement économique*, Paris, PUF, 1976, p.16).

Le développement étant un phénomène de croissance économique qui entraîne des modifications de structures, la sociologie du développement doit apparaître comme l'étude des répercussions dans la société de la modification des structures.

Décembre 1982